

VILLE DE CRESPIN



59154

ARRÊTÉ N° PM – 2022/69 STATIONNEMENT INTERDIT (61 rue de la gare)



Le Maire de la Ville de CRESPIN

Vu les articles L 411-1 à L 411 – 7 du Code de la Route

Vu les articles L 2213.1 à L 2213.6 – Section II du Code Général des Collectivités Territoriales

Vu l'arrêté municipal en date du 29 septembre 2020, portant réglementation de la circulation et du stationnement, reçu par Monsieur le Sous-Préfet de Valenciennes le 30 septembre 2020, modifié par des arrêtés subséquents.

Considérant qu'il convient, pour assurer la sécurité et prévenir les accidents, d'interdire le stationnement devant le 61 rue de la gare.

ARRÊTÉ

ARTICLE 1° : Le stationnement des véhicules légers, poids lourds sera interdit au droit des travaux. Le chantier sera balisé par le demandeur. Ces dispositions s'appliqueront le mardi 30 aout 2022.

ARTICLE 2° : Les dispositions du présent arrêté seront applicables dès la mise en place, par le demandeur chargé de l'exécution des travaux, de la signalisation de chantier conforme à l'arrêté du 6 Novembre 1992 relatif à l'approbation de modification de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière. Les panneaux interdisant le stationnement devront être posés 4 jours avant la date du début des travaux.

A la fin des travaux, tout sera débarrassé et nettoyé de façon à rendre les lieux propres.

Le présent arrêté devra être affiché sur le chantier.

ARTICLE 3° : Les véhicules en infraction dont la présence constitue un danger pour la sécurité publique pourront être enlevés par les services de police aux frais de leur propriétaire.

ARTICLE 4° : Monsieur le Maire et par délégation les agents communaux assermentés, Monsieur le Commissaire Divisionnaire du Commissariat de Police de Valenciennes, Monsieur le Lieutenant-colonel commandant le Groupe de Gendarmerie de Valenciennes, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

CRESPIN, le 18 aout 2022

Le Maire,



Philippe GOLINVAL.

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. Il sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Commune.